

LE RÊVE FRANCO-RUSSE ET LA RÉALITÉ

LAURE MANDEVILLE

Est-ce l'histoire, la géographie ou bien cette fascinante gémellité politique de la France et de la Russie qui expliquent la perpétuation de liens diplomatiques si particuliers entre nos deux pays ? La relation privilégiée avec Moscou apparaît en tout cas aujourd'hui à Paris comme une évidence qui, réinventée à l'époque gaulliste, n'a jamais été remise en cause.

« Nous sommes en 1944 », confiait cet été à la veille du G8 un haut diplomate français, pour justifier le soutien inconditionnel apporté à Vladimir Poutine par la France. « Nous avons besoin des Russes pour nous opposer aux États-Unis », ajoutait-il, ne cachant pas le caractère central de notre posture antiméricaine. Cette obsession française de l'équilibre a pu se comprendre après 1940, quand le pays avait sombré, et que la France libre incarnée par le général de Gaulle luttait pour sa survie et sa place sur l'échiquier européen. Mais a-t-elle toujours été justifiée par la suite ? Et peut-elle continuer de définir toutes nos politiques dans un après-guerre froide bien plus complexe et agité que nous ne voulions l'imaginer dans l'euphorie de la chute du Mur ? Est-il juste de vouloir à tout prix affaiblir et s'opposer à l'Amérique, comme la France chiraquienne continue de le faire, à l'heure où le choc de l'Occident avec les tenants de l'islam radical se pré-

cise ? Et est-il judicieux de miser sur un « partenariat stratégique » inconditionnel avec la Russie de Poutine, alors que celle-ci s'éloigne à grands pas de l'Occident, révélant de plus en plus nettement le cocktail politique explosif d'autoritarisme, de nationalisme et de vieilles méthodes « guébistes » qui caractérise le régime actuel ? Avons-nous le droit, au nom de notre prédilection pour « la multipolarité » et la « realpolitik des contrats », de nous asseoir sur nos valeurs démocratiques occidentales ? Alors que plusieurs meurtres retentissants s'inscrivent dans une lutte incertaine pour la succession de Poutine ont fait la une de l'actualité russe ces derniers mois, la remise par Jacques Chirac de la Légion d'honneur à Vladimir Poutine, cet automne, est apparue pour le moins incongrue.

* LAURE MANDEVILLE est journaliste au Figaro.

Et les déclarations du Président français expliquant qu'il ne faut pas mélanger les « valeurs morales et l'économie » ne sont pas convaincantes.

L'ÉTONNANTE GÉMELLITÉ FRANCO-RUSSE

La France et la Russie sont-elles des jumelles, des sœurs, des cousines ? Malgré des développements historiques très différents – l'une ayant été l'un des berceaux de la démocratie occidentale et l'autre ayant piétiné longtemps dans le despotisme (parfois tempéré) des tsars avant de sombrer dans les affres du totalitarisme soviétique –, les similitudes sont en tout cas plus que troublantes.

À partir de l'époque des Lumières particulièrement, la France et la Russie sont unies par des liens étroits, où s'entremêlent de manière souvent contradictoire la grande politique et la culture. Aux XVIII^e et XIX^e siècles, nos philosophes, nos écrivains, nos peintres et nos précepteurs influencent profondément le développement intellectuel de l'aristocratie russe. Diderot est reçu en héros par la Grande Catherine, qui rêve, du moins à ses débuts, de s'inspirer des idées françaises pour réformer son pays d'adoption. Pendant tout le XIX^e siècle, la Russie des élites parle français, pense français, souffre en français. Et comme l'a bien montré une passionnante exposition organisée en 2002 sous la coupole des Invalides et consacrée à l'art russe et français pendant et après la période de l'empire napoléonien, même quand nous sommes ennemis, nos cultures continuent de s'influencer, révélant des similitudes d'inspiration entre des artistes et artisans qui n'avaient aucune raison de connaître le travail de l'autre.

Dans le domaine politique, les correspondances sont tout aussi frappantes. Centralisation, puissance de l'État et de la bureaucratie, méfiance vis-à-vis de l'argent, importance centrale de l'armée, conquête coloniale. L'aventure russe au Caucase commence d'ailleurs approximativement

à l'époque où débute la conquête coloniale française, notamment en Algérie. Tandis que les Russes se battent contre l'imam Chamyl qui coalesce les montagnards tchéchènes, tcherkesses et avars, Abdel Kader incarne la résistance des Barbaresques à l'armée française. Les deux hommes finiront d'ailleurs par se rencontrer... Même de manière inconsciente, de tels parallèles ne peuvent pas ne pas avoir créé d'étroites connivences entre la France et la Russie. Confrontés au fait musulman, en Asie et au Caucase pour la Russie, au Maghreb et au Proche-Orient pour la France, les deux États doivent apporter des éléments de réponse et des politiques concrètes en matière d'intégration des peuples colonisés, en définissant notamment une politique arabe et musulmane. Parce qu'elles sont confrontées à ces défis communs, nos élites, quand elles se côtoient, se sentent en terrain familier, presque intime.

C'est de plus en terre russe que la Révolution française finit par s'exporter en 1917, y répétant avec une frappante similitude la mise à mort cruelle et arbitraire du souverain, la destruction violente de l'ordre ancien, la chasse aux prêtres et la mise à feu et à sang des églises, sans qu'aucun Thermidor ne vienne hélas, cette fois, mettre fin à la Terreur bolchevique.

Désormais, par un effrayant effet de miroir, c'est une grande partie de la gauche française qui ira chercher pour longtemps dans la nouvelle Mecque soviétique ses références intellectuelles. Adorant le « Dieu Lénine », son successeur Staline et tous les autres, au motif qu'ils sont les héritiers de Robespierre et de Saint-Just.

Curieusement, ce vieux fond idéologique marxiste et jacobin, que notre intelligentsia n'a jamais vraiment renié, reste essentiel pour comprendre l'indulgence dont nous faisons preuve à l'égard de la Russie de Poutine et de ses méthodes de gouvernement souvent néosoviétiques. Exemple : quand le couperet politique et judiciaire du pouvoir poutinien s'abat sur l'empire du magnat pétrolier Mikhaïl Khodor-

kovski et entreprend de le démanteler en le renationalisant au nom de la « remise en ordre de l'État », nos intellectuels et nos diplomates sont en première ligne pour soutenir le Président russe, parce qu'ils se sentent en terrain idéologique connu. Incarnation vivante du nouveau capital russe, le milliardaire Khodorkovski, son credo libéral, ses liens avec les États-Unis ne peuvent être que suspects dans une France qui reste profondément allergique au libéralisme. Peu importe si ladite renationalisation masque en réalité l'appropriation arbitraire de l'entreprise démantelée par la nouvelle oligarchie poutinienne.

De même nos diplomates nourrissent-ils généralement une grande méfiance vis-à-vis des nouveaux pays d'Europe centrale et de leur orientation libérale, d'inspiration anglo-saxonne. Ils préfèrent prendre, contre eux, avec un grand systématisme, le parti de la grande Russie, dont les choix étatistes nous rassurent...

LA VIEILLE ALLIANCE DE REVERS VERSION GAULLIENNE

La géographie a elle aussi beaucoup fait pour sceller le socle des amitiés entre Français et Russes, les poussant à inventer « la fameuse alliance de revers » qui, à partir de la fin du XIX^e siècle, va servir à contenir l'expansionnisme de la puissance montante de l'Allemagne. Cette alliance, concrétisée lors de la visite d'Alexandre III à Paris en 1893, prend toute sa signification pendant la Première Guerre mondiale, quand l'Allemagne se retrouve prise en étau et forcée de se battre sur deux fronts. L'acharnement des forces russes à l'est aura notamment un impact décisif pour permettre le rétablissement des Français sur la Marne.

Ces liens franco-russes privilégiés, gelés un temps par l'émergence de la Russie bolchevique et son projet de révolution mondiale, vont être renoués au moment de la Seconde Guerre mondiale, par la France libre du général de Gaulle. Face au péril nazi, il apparaît tout naturel à

l'homme du 18 Juin de réinventer « l'alliance de contournement » franco-russe, même si la Russie s'appelle désormais l'Union soviétique et est porteuse d'une idéologie qu'il juge dangereuse et criminelle. « *Sans discuter les vices et même les crimes du régime soviétique*, nous sommes de fait avec les Russes puisqu'ils combattent les Allemands¹ », note le général en 1942.

Soucieux de rendre son rang de puissance à la France, de Gaulle cherche à développer une diplomatie active vis-à-vis de Moscou afin d'échapper au dialogue exclusif et conditionnel qu'il entretient avec les Anglais. « L'apparition de la Russie au premier rang des vainqueurs de demain apporte à l'Europe et au monde une garantie d'équilibre dont aucune puissance n'a autant que la France de bonnes raisons de se féliciter, écrit-il alors. Pour le malheur général, trop souvent depuis des siècles, l'alliance franco-russe fut empêchée ou contrecarrée par l'intrigue ou l'incompréhension. Elle n'en demeure pas moins une nécessité que l'on voit réapparaître à chaque tournant de l'Histoire². »

Au cours de l'année 1942, le général de Gaulle est confronté à de tels désaccords avec les Alliés anglo-américains que, dans un accès de colère, il serait même allé jusqu'à évoquer, lors d'un entretien avec l'ambassadeur de Russie, la possibilité d'un déménagement de la France libre vers l'URSS ! Cette stupéfiante proposition (quand on connaît le contexte politique stalinien de l'époque), que révèle l'historien François Lévêque se référant à des archives soviétiques³, sera démentie auprès des Soviétiques dès le lendemain par ses plus proches collaborateurs, mais elle n'en est pas moins significative de l'état d'esprit de l'homme du 18 Juin vis-à-vis de l'Union soviétique, alors qu'il se débat pour incarner l'avenir des Français. « Pour la France et la Russie, être unies c'est être fortes, se trouver séparées, c'est se trouver en danger. En vérité, il y a là comme un impératif catégorique de la géographie, de l'expérience

et du bon sens », écrit le général de Gaulle. Pour lui, l'idéologie menaçante du communisme soviétique n'est bien sûr pas à négliger. Il la dénoncera à maintes reprises au cours des années qui vont suivre, parlant d'un « certain Empire totalitaire qui bâillonne quatorze nations et projette d'en faire autant à toutes les autres ». Mais le général est persuadé que derrière cette chape idéologique, la Russie éternelle continue d'exister et que c'est sur elle qu'il faut tabler pour l'avenir. Il espère même, avec un optimisme exagéré, que le communisme sera soluble dans la guerre contre l'Allemagne nazie.

Cette conviction que la Russie, même soviétique, est un contrepoids essentiel le poussera à aller signer à Moscou le fameux traité d'amitié franco-soviétique de 1944. Les Polonais en voudront à de Gaulle pour ce traité, en échange duquel il reconnaît l'existence du gouvernement prosoviétique de Varsovie (le fameux comité de Lublin), contribuant par son geste à l'effondrement des espoirs du gouvernement polonais en exil à Londres de revenir dans le jeu.

Un débat continue de diviser les historiens sur la portée de ce geste et sur l'utilité du pacte de 1944. La plupart des experts convergent toutefois pour souligner que cet accord, conclu côté français pour s'assurer qu'il n'y aurait pas de résurgence de la puissance allemande, et côté soviétique pour diviser le camp occidental et peser sur les futurs équilibres européens, n'a jamais joué de rôle décisif, chaque partie considérant que sa relation à l'Amérique et au Royaume-Uni, les deux vraies puissances du moment côté occidental, primait sur tout le reste. Ni Staline ni de Gaulle ne tireront jamais d'avantage concret du traité qui prend fin en 1955 avec la remilitarisation de la RFA, son intégration dans la communauté occidentale et les progrès décisifs de la réconciliation franco-allemande. L'alliance tactique franco-russe de cette période n'a jamais été une relation stratégique. Elle n'a pas résisté à la logique des blocs idéologiques de la guerre froide.

Cette absence de profondeur stratégique de la relation franco-soviétique demeurera une constante, même à la grande époque gaullienne des années 60, quand le général de Gaulle prendra ses distances avec les États-Unis au nom de l'indépendance nationale, en décidant notamment de sortir de l'organisation militaire intégrée de l'Otan en 1966. À cette même époque, le général se rend à nouveau à Moscou pour un séjour mémorable, au cours duquel il appelle à développer le fameux triptyque « de la détente, de l'entente et de la coopération ». Mais il est trop conscient du divorce idéologique séparant les deux parties du continent européen pour ne pas se ranger résolument au côté de ses alliés du camp occidental, lors des crises cruciales de Cuba ou de Berlin. La relation stratégique avec la Russie qu'il évoque de temps à autre reste du domaine du rêve. Celui d'un monde de l'après-guerre froide permettant enfin l'émergence d'une Europe réunifiée et réconciliée. « La France, dit-il, voudrait que le charme malfaisant soit rompu et que se déclenche avec les États européens dits de l'Est la mise en œuvre de rapports nouveaux. » De Gaulle aspire « au rétablissement de l'Europe en un ensemble fécond, au lieu qu'elle soit paralysée par une division stérile ». Il ne vivra pas assez pour voir ses espoirs réalisés.

UN « PARTENARIAT STRATÉGIQUE » CONSTRUIT SUR LE SABLE DES BONNES INTENTIONS

En 1989, dix-neuf ans après la mort du général, la fin de la guerre froide semble ouvrir un boulevard au renouveau de la relation franco-russe. Avec la chute du Mur et la réunification du continent, la Russie est appelée à renaître de ses cendres, et à permettre la réalisation du vieux rêve gaullien de réunion des « deux filles » de l'Europe, la France et la Russie, autour des mêmes valeurs.

Mais sous Mitterrand, comme sous Chirac, la gestion de notre politique russe, tellement attendue, s'avère décevante, prisonnière de nos prismes

idéologiques et des carences de notre diplomatie. Manque d'imagination, manque de courage, inertie.

La France de Mitterrand, tout d'abord, apparaît en retard sur l'histoire en marche à la fin des années 80. Quand le mur de Berlin s'effondre, loin de se réjouir immédiatement, elle commence en effet par tendre la main à l'URSS de Gorbatchev, en se rendant sur-le-champ à Kiev, pour y discuter avec le dirigeant soviétique de la question allemande. Dans l'esprit de Mitterrand, hanté par le souvenir de la Seconde Guerre mondiale, il s'agit de réactiver la vieille alliance de revers franco-russe pour s'opposer à la réunification de l'Allemagne. Le Président français finira par se rallier au mouvement historique de la réunification, mais avec retard. Décidément moins fin diplomate que ses panégyristes ne veulent bien le dire aujourd'hui, Mitterrand rate aussi le tournant de la renaissance russe, en s'accrochant à l'idée d'une Fédération soviétique, plus à même, pense-t-il, de contenir le tumulte des nations de l'Empire. Son réflexe, très idéologique, est jacobin. Dans le réveil des identités nationales de l'URSS, des pays baltes au Sud-Caucase, il croit lire un retour aux nationalismes de tout poil, que seul le cadre soviétique serait à même d'endiguer. Mitterrand apportera donc son soutien à Gorbatchev, au moment historique de l'indépendance lituanienne. Il dédaignera également Boris Eltsine, le président de la Russie nouvellement élu, car il le voit comme un populiste nationaliste, au moment où il incarne, au contraire, le visage de la Russie démocratique qui accepte la fin de l'Empire et même l'indépendance de l'Ukraine⁴...

Mitterrand ira même jusqu'à soutenir le putsch conservateur d'août 1991, pendant quelques heures. Une bien mauvaise entrée en matière pour les relations entre la nouvelle Russie démocratique et la France.

Soucieux de rectifier le tir, Jacques Chirac noue dès son arrivée aux affaires des relations privilégiées avec Boris Eltsine, qu'il connaît déjà. Mais

ce soutien arrive au moment précis où le dirigeant russe s'embourbe en Tchétchénie et entame une série de contre-réformes.

Loin de plaider pour une forme de conditionnalité de l'aide à la Russie, la France sera dès lors en première ligne pour excuser tous les débordements de la transition russe. Parce qu'il ne faut pas « humilier la Russie », parce qu'il s'agit d'une « grande nation », d'un « allié de longue date », on lui pardonne tout. On la laisse entrer au Conseil de l'Europe, alors que les violations des droits de l'homme et les massacres contre les civils se déchaînent en Tchétchénie. Puis on renouvelle les mêmes erreurs au fur et à mesure que la Russie dérive vers une forme d'autoritarisme oligarchique de moins en moins voilé. L'arrivée aux affaires de l'officier du KGB Vladimir Poutine, sur les cadavres de la seconde guerre de Tchétchénie, au terme d'une manipulation d'État particulièrement nauséabonde, ne changera presque rien à la « politique d'indulgence » que pratique la France. Pas plus que le recul spectaculaire des libertés politiques, alors que Poutine s'attache à détruire tous les germes de contre-pouvoirs (presse, Parlement, pouvoir économique) qui avaient émergé sous Eltsine. Après avoir laissé quelques mois le ministre des Affaires étrangères (de cohabitation) Hubert Védrine critiquer « un conflit qui rappelle l'Algérie » à propos de la Tchétchénie, le président Chirac met en musique à partir de 2002 une forme de soutien inconditionnel à Moscou, qui va bientôt se traduire par la proclamation d'un « grand partenariat stratégique » entre les deux pays. Toute une batterie de structures bilatérales est mise en place pour formaliser un dialogue, qui se contente pourtant de vagues formules. Peu importe que la Russie dérive, qu'elle se comporte de manière de plus en plus impérialiste avec ses anciens satellites et que le champ des valeurs communes soit quasi inexistant. Les ministres français qui défilent à Moscou louent avec

L'euphorie franco-russe culmine lors de la crise irakienne, qui précède l'intervention militaire américaine en Irak.

constance les progrès de la « démocratisation », n'hésitant pas à aller à l'encontre de la politique de Bruxelles quand cela arrange Paris.

L'euphorie franco-russe culmine lors de la crise irakienne, qui précède l'intervention militaire américaine en Irak. Passant un Rubicon, que même de Gaulle n'avait jamais franchi, la France fait savoir que non contente de ne pas participer à la coalition que Washington entreprend de mettre sur pied dans la perspective d'une intervention militaire, Paris tentera de faire capoter l'initiative, et opposera, si nécessaire, son veto en cas de vote au Conseil de sécurité. Dans cette fronde contre l'Amérique, la Russie comme l'Allemagne sont à ses côtés, dessinant les contours d'une étrange troïka de « colombes » diplomatiques.

La crise s'avère terriblement destructrice, tant pour les solidarités intra-européennes que pour la relation franco-américaine durablement ébranlée. La France a beau participer aux opérations de l'Otan en première ligne sur d'autres fronts comme l'Afghanistan, elle a semé le doute pour longtemps outre-Atlantique sur ses intentions profondes. En contraste flagrant avec la fronde antiaméricaine, le soutien appuyé qu'elle manifeste envers la Russie irrite Washington et ses alliés de l'Europe de l'Est. « La France est si systématique dans le soutien qu'elle apporte à la Russie que nous en venons à nous demander qui est son partenaire principal : nous

autres est-européens qui avons rejoint l'Union européenne ou la Russie de Poutine et ses méthodes de tchékiste », s'interroge un diplomate balte. La France est ainsi la première à soutenir la Russie sur la question des minorités russes en terre balte. Elle est aussi le pays le plus « compréhensif » sur la question des droits de l'homme en Russie, dans l'enceinte du Conseil de l'Europe. Et quand l'Ukraine se lance dans la révolution orange, Paris préfère se cacher derrière l'Union européenne pour ne pas avoir à soutenir ouvertement le mouvement démocratique. Autant d'exemples qui reflètent les travers actuels de notre diplomatie : son incapacité à se délivrer de son approche d'empire, qui méprise les « petits pays » au profit des grands ; sa grande indulgence pour les régimes plutôt que pour les sociétés civiles.

UNE ALLIANCE PEU PAYÉE EN RETOUR

Tous ces choix sont d'autant plus frustrants que la relation franco-russe ne se remplit pas pour autant d'un véritable contenu. Sur le plan économique, elle reste modeste, la France demeurant en retard, dans ses relations commerciales avec la Russie, en comparaison avec des pays comme l'Allemagne ou l'Italie. « Je n'ai jamais vu un pays qui paye un prix moral aussi lourd que la France pour des bénéfices aussi petits », commentait récemment l'avocat du milliardaire Khodorkovski, Bob Amsterdam, s'étonnant du mutisme total de Paris sur la question des droits de l'homme en Russie. Exemple de cette realpolitik à la française qui ne porte pas ses fruits : la décision de la Russie de n'autoriser aucun investisseur étranger à participer à l'exploitation des gigantesques réserves du gisement Stockman, dans le Grand Nord russe. Pour la France, qui espérait que sa relation privilégiée avec Moscou ouvrirait à Total la porte de cet eldorado gazier, il s'agit là d'une défaite cuisante, « d'un désaveu cinglant pour l'ensemble de la politique russe du président Chirac qui espérait grâce à Stockman faire

taire les critiques », reconnaissait récemment un diplomate. Constatant de manière plus générale la brutalité avec laquelle les autorités russes tentent de décourager les investissements stratégiques dans le secteur énergétique en Russie, les Français commencent à réaliser que pour l'équipe en place au Kremlin, la logique de contrôle prévaut sur la logique de développement.

L'entrée soudaine à hauteur de 5 % d'une banque d'État russe dans le capital d'EADS en septembre 2006, et la déclaration d'un responsable du Kremlin évoquant la volonté de la Russie d'acquiescer une minorité de blocage du joyau européen de l'aéronautique ont également jeté un malaise dans la communauté française des affaires. Tout à son idée de contrebalancer la puissance américaine, le président Chirac aurait-il fait des propositions laissant penser à ses partenaires russes qu'ils seraient les bienvenus dans le capital d'EADS ?

Dans le domaine aéronautique, dont Paris semble tant attendre, les résultats de notre coopération restent en tout cas assez minces. Sur les marchés tiers, nos pays sont en concurrence, comme en Algérie, où la Russie vient de remporter un énorme contrat de vente d'armes. Et il n'est pas certain que la Russie décide d'acheter des Airbus pour de simples raisons de renvoi d'ascenseur politique. Dans ce domaine, l'ex-chancelier allemand Gerhard Schröder semble avoir été plus habile à négocier d'énormes avantages économiques et énergétiques en échange de son soutien politique à Moscou. Plus corrompu aussi peut-être, affirment les mauvaises langues, si l'on en juge par le poste de président du consortium russo-allemand du gazoduc nord-ouest de la Baltique, qu'il a obtenu à l'issue de son mandat, deux mois à peine après avoir signé un accord sur le gaz avec les Russes. Il est néanmoins intéressant de constater que l'arrivée d'Angela Merkel et son discours musclé sur les droits de l'homme en Russie⁵ n'ont pas vrai-

ment changé la donne des relations russo-allemandes. Beaucoup plus stratégiques pour Moscou, à en croire les experts russes, que ne le sont les relations russo-françaises.

En réalité, Paris commence enfin à réaliser le piège dans lequel notre politique russe est tombée, en s'engageant si vite sans rien exiger, et donc rien obtenir.

Nos diplomates reconnaissent en privé qu'ils s'étaient trompés de diagnostic sur les évolutions russes, et que celles-ci paraissent aujourd'hui beaucoup plus incertaines et menaçantes que prévu. Les meurtres politiques en série qui frappent la Russie, sans doute liés à la bataille interne pour la succession de Poutine, inquiètent. L'assassinat spectaculaire d'Anna Politkovskaïa, opposante au régime de Poutine, puis l'empoisonnement de l'ex-espion Alexandre Litvinenko à Londres selon un scénario rocambolesque rappelant la grande époque du KGB, ont marqué les esprits. Les Français découvrent que les dérives internes russes sur lesquelles ils fermaient les yeux sont en train de déborder à l'étranger. Ils parlent d'ailleurs d'une Russie de plus en plus « difficile à manier », « arrogante », « sûre d'elle » et refusant toute critique et toute concession, depuis qu'elle s'est découvert une diplomatie colorée à l'or noir et gris. Le « partenariat stratégique français » s'est embourbé dans les sables mouvants de la transition russe. Pourtant, curieusement, les diplomates expliquent qu'il n'y aura pas de changement de cap malgré l'évolution du diagnostic. « Car on n'a pas le choix », explique-t-on au Quai d'Orsay. Pratiquer le *containment* à l'américaine, en favorisant l'émergence aux frontières russes de régimes démocratiques proaméricains, reviendrait à stimuler les paranoïas russes, à en croire Paris, qui préfère s'en tenir à sa *soft diplomacy*. L'Élysée, plus que le Quai d'Orsay, semble être le fer de lance de cette politique molle. Le président Poutine a été décoré à Paris de la Légion d'honneur par Jacques Chirac une semaine à peine avant l'assassinat d'Anna Politkovskaïa.

Dans les rangs des démocrates russes, on s'étonne de cette approche jugée passive. Car pour eux, comme à l'époque de la dissidence, l'Occident doit de toute urgence dessiner une ligne rouge des principes que la Russie ne devrait en aucun cas violer si elle veut continuer à prétendre faire partie du club des nations civilisées. Ces mêmes démocrates préconisent aussi plus de courage et plus d'audace dans la conduite de notre politique russe, et nous appellent à tisser des liens avec l'opposition et ce qui reste de société civile, au lieu de nous laisser enfermer dans un dialogue exclusif avec le pouvoir poutinien.

C'était toute l'idée de la conférence « L'Autre Russie », organisée à l'initiative du Front civique de Garry Kasparov à la veille du G8, début juillet. L'opportunité a été saisie au vol par les Américains qui ont envoyé deux secrétaires d'État adjoints de Condoleezza Rice, et par l'ambassadeur britannique qui a même accepté d'intervenir à la conférence. La France, elle, après avoir refusé la participation du directeur adjoint du Centre d'analyse et de prévision, jugeant qu'il valait mieux s'abstenir pour ne pas vexer Poutine, a finalement envoyé son ambassadeur et son conseiller politique passer une heure sur place dans les couloirs, quand l'affaire a « fuité » dans la presse... Comme si nous autres Français n'avions rien à dire sur la question de l'opposition politique et de ses immenses difficultés à exister. Cet échantillon de notre politique russe est peu glorieux. Mais tellement caractéristique... ■

1. Maurice Vaisse (sld.), *De Gaulle et la Russie*, CNRS Éditions, 2006.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

4. Pour les mêmes raisons d'attachement jacobin à la Fédération yougoslave, Mitterrand soutiendra le Serbe Milosevic dans sa guerre de conquête contre la Croatie et la Bosnie...

5. Angela Merkel a notamment très clairement critiqué l'emprisonnement du milliardaire Mikhaïl Khodorkovski, embastillé pour huit ans au fin fond de la Sibérie.